



Jean-Christophe Schwaab estime que l'initiative Minder rend service aux salariés. KEYSTONE

## ENTRETIEN

## La gauche roule pour l'initiative Minder

Hier, des représentants du Parti socialiste (PS), des Verts et du Parti évangélique ont réaffirmé leur soutien à l'initiative de Thomas Minder «contre les rémunérations abusives». «Elle est dans l'intérêt des salariés», soutient le conseiller national Jean Christophe Schwaab (PS /VD), président romand de l'Association suisse des employés de banque.

## L'initiative divise les syndicats. Travail. Suisse la rejette et l'Union syndicale suisse préconise le vote blanc...

A titre personnel, je le regrette. A mon avis, les salariés ont tout intérêt à voter «oui».

L'initiative leur rend service en imposant un contrôle sur les salaires et une interdiction sans exception des parachutes dorés, qui permettent aux managers de quitter les poches pleines un navire en perdition.

## Et au PS, tout le monde est d'accord?

Le soutien à l'initiative a été appuyé par 144 délégués contre 2. Les rares voix discordantes ne reflètent pas l'avis de la base militante et électorale.

## Cela ne vous gêne pas de favoriser les intérêts d'actionnaires prédateurs?

Aujourd'hui, ces «raiders» peuvent déjà convoquer une assemblée pour parvenir à leurs fins. L'initiative, de même que le contre-projet, ne changent rien à l'affaire.

## Le soutien du PS ne vise-t-il pas surtout à préparer le terrain pour son initiative «1:12» et celle pour un salaire minimum?

Ce n'est pas une position stratégique. Si l'initiative n'était pas convaincante, nous ne l'aurions pas soutenue. Or, ce texte est bon.

Les dernières «aventures» de Vasella chez Novartis – je parle de indemnités de départ – nous montrent à quel point l'initiative est nécessaire.

## Et que pense le syndicaliste de l'argument des opposants qui agitent le spectre des pertes d'emplois?

C'est de la blague! Cela fait cinq ans que la question des salaires abusifs est sur la table, et qu'on sait que l'initiative a de bonnes chances de passer.

A ce que je sache, aucune entreprise n'a menacé de partir si le peuple devait l'approuver! ● BERTRAND FISCHER

**GRISONS** La votation du 3 mars inspire aussi une formation «pro» et une «anti» JO.

## Deux groupes de rap engagés dans une lutte «olympique»

ZÜRICH  
ARIANE GIGON

Tous rappeurs, tous Grisons, tous jeunes, mais séparés par la couleur du bulletin qu'ils glisseront dans l'urne le 3 mars prochain.

D'un côté le groupe Liricas Anals, dont les membres appuient la candidature de leur canton à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver en 2022 et qui chantent en rhéto-romanche, «Gie – Mir'anavon» («Oui, regarde devant toi»). De l'autre, le rappeur Raphaël Stierli, alias Cyphermaischter, qui, de son côté, votera non et qui scande, en dialecte, «on n'en a pas envie». Les vidéos des deux titres ont été mises en ligne sur internet en début de semaine. Le nombre de clics se monte déjà à plusieurs milliers.

Les artistes expliquent que la mise en ligne quasi simultanée relève du «hasard». «Je savais qu'ils étaient favorables à la candidature, mais pas qu'ils faisaient une chanson», explique Raphaël Stierli. «Mon but était de thématiser la votation parmi les jeunes, car j'en connais beaucoup qui ne se penchent pas du tout sur la question.»

L'idée est née différemment chez Liricas Anals: «C'est le comité favorable aux Jeux qui a pris contact avec nous et qui nous a commandé un titre», explique Roman Flepp, du groupe. Les musiciens disent avoir «longuement étudié le dossier» avant d'accepter la proposition.

## Bouquetin...

Même indépendamment du contenu, les deux titres sont complètement différents. Cyphermaischter n'y va pas par quatre chemins et, en bon rappeur, utilise aussi quelques gros mots. Le refrain – «kai bock druf» («pas envie de...») est un



Le groupe Liricas Anals, proJO. SP

jeu de mot avec le «Steinbock», le bouquetin qui est l'emblème de la candidature, et que le chanteur – dans la vidéo – emmène au Musée olympique de Lausanne. Le texte est percutant et avance surtout les arguments financiers («bientôt, c'est sur une montagne de dettes qu'on skiera»). A-t-il été contacté par le comité des opposants? «Non, j'ai agi de mon plein gré et payé le travail de ma poche.»

## ...Contre escargot

De son côté, le texte de Liricas Anals promeut l'optimisme et veut pousser le public «à sortir de sa coquille d'escargot et à ne pas faire la grimace devant de gros changements». Pas un mot sur la votation du 3 mars ni sur les Jeux olympiques.

«Nous avons dit aux musiciens qu'ils étaient libres de composer le texte qui leur convenait», explique Christian Gartmann, porte-parole du comité favorable au oui. «Nous ne sommes pas instrumentalisés et pourrons chanter ce titre dans plusieurs années encore», confirme Roman Flepp. Le comité a payé les frais de la production, mais les artistes n'ont pas été payés. Comme leur texte, le clip «Gie – Mir'anavon» est grand public et fait intervenir toutes les générations, tenant une branche en guise de flamme olympique.

## Avis tranchés

Raphaël Stierli et Roman Flepp sont au moins d'accord sur un point: les avis sont extrêmement tranchés dans les Grisons et les discussions pour le moins animées. Mais personne n'en est venu aux mains. «Ce serait peut-être mieux», dit Roman Flepp en plaisantant, «d'abandonner de temps en temps notre politesse bien suisse...»

Sur sa page facebook, le groupe Liricas Anals demande aux fans s'ils sont pour ou contre la candidature, parce qu'ils prévoient de participer avec une équipe de bob nommée «Liricas-Suisse-1», (annonce ironique bien sûr.) Le sondage, puisque nous sommes chez les fans des fans (de la candidature) donne le oui. Gagnant. Réponse, dans les urnes cette fois, le 3 mars. ● La Liberté

Pour écouter: <http://www.analas.ch>, <http://www.cyphermaischter.ch/>



Raphael Stierli. SP

PUBLICITÉ

## «L'INITIATIVE MINDER PROVOQUERA UNE EXPLOSION DES COÛTS POUR NOS CAISSES DE PENSION»

**Vous représentez 2,5 millions d'assurés et plus de 1'000 caisses de pension. Quel regard portez-vous sur l'initiative Minder?**

L'initiative Minder pose un énorme problème aux caisses de pension, en particulier celles des petites et moyennes entreprises. En effet, elle les oblige à voter à toutes les assemblées générales de toutes les sociétés suisses dont elles détiennent des actions. Or, une caisse de pension détient des dizaines voire des centaines de titres de sociétés suisses. C'est un travail titanesque et une avalanche de bureaucratie inouïe! Si les responsables des caisses ne s'exécutent pas, l'initiative Minder prévoit des peines de prison jusqu'à 3 ans

Christoph Ryter  
Président de l'Association suisse des institutions de prévoyance

et la restitution de 6 salaires annuels. Les caisses devront donc engager des consultants externes et investir beaucoup de temps pour l'analyse des points de l'ordre du jour, à grands frais. Au final, ce sont les assurés et les retraités qui feront les frais de cette explosion des coûts. Le contre-projet indirect est une solution bien plus pragmatique.

*Je vote non à l'initiative Minder*

Comité national des experts contre l'initiative Minder – c/o Binder Rechtsanwälte, Langhaus am Bahnhof, 5401 Baden

**SANTÉ** Les délégués de la FMH ne veulent pas d'un moratoire.

## Vers la pénurie de spécialistes

La Fédération des médecins suisses (FMH) s'oppose au moratoire sur l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux. Cette mesure serait introduite temporairement dès avril et serait limitée aux spécialistes. L'association professionnelle craint que la pénurie de médecins spécialistes ne s'aggrave.

Lors de son assemblée, les délégués de la FMH se sont prononcés en faveur d'une régulation flexible du flux de médecins et qui réponde à la demande cantonale et régionale, a-t-elle indiqué hier.

Pour qu'un tel gel soit envisageable, la FMH demande que les médecins qui ont exercé au moins pendant cinq ans dans un établissement de formation reconnu n'y soient pas soumis.



La pénurie de médecins: une question récurrente. ARCHIVES G. PERRET

Elle réclame ensuite que les médecins disposent d'une année pour ouvrir leur cabinet

après avoir obtenu leur autorisation. Elle estime en revanche que les médecins hospitaliers et les titulaires d'un postgrade doivent être soumis au moratoire.

Un autre problème soulevé par la FMH est le manque de médecins. Beaucoup de spécialistes disposant de leur propre cabinet partiront à la retraite dans les prochaines années. «La prise en charge des soins ambulatoires ne sera pas assurée si la relève est retenue dans les hôpitaux», critique-t-elle.

Face à l'augmentation considérable du nombre de demandes d'admission déposées par les médecins, le conseiller fédéral Alain Berset a proposé de réintroduire dès le 1er avril le moratoire sur les cabinets pendant trois ans. ● ATS

GRISONS

## Une nouvelle prison pour 150 détenus

Le gouvernement grison veut construire un nouvel établissement carcéral à Cazis. Le bâtiment doit pouvoir accueillir 150 détenus. Coût du projet: 107 millions de francs, dont 33 financés par la Confédération. La proposition sera soumise au Grand Conseil en 2014. ● ATS

LAUSANNE

## Davantage de patrouilles en ville

Lausanne va généraliser les patrouilles pédestres dans le centre-ville, de jour comme de nuit, dès le 1er avril. La ville a présenté hier son plan d'action pour «Réinvestir l'espace public». Une quinzaine d'emplois seront affectés à cette tâche. Les policiers porteront une attention particulière à la place de la Riponne, un des points forts du trafic de drogue à Lausanne. ● ATS